

Zeitschrift: ASMZ : Sicherheit Schweiz : Allgemeine schweizerische Militärzeitschrift

Herausgeber: Schweizerische Offiziersgesellschaft

Band: 123 (1957)

Heft: 2

Artikel: L'OTAN : remous et évolutions

Autor: Pergent, J.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-27154>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 23.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'OTAN : Remous et évolutions

Par J. Pergent

Il est indéniable que des remous se sont produits au sein de l'alliance atlantique. Exploités par certaines propagandes, ils ont souvent faussé le jugement de l'opinion publique. Le nouveau cours soviétique de la «détente», qui a alimenté le «neutralisme», s'est révélé infiniment plus adroit que l'intransigeance stalinienne. Quelques faits, relevant de la guerre psychologique, peuvent être cités; leur importance ne doit pas être sousestimée.

En Islande, le gouvernement à participation communiste a réussi à soulever la question des deux bases américaines (Keflavik et Entrajavik) implantées dans cette île; le retrait des forces a été même demandé, bien que l'Islande n'entretienne pas elle-même d'armée pour sa défense. Or cette dernière dans la stratégie actuelle prend une importance particulière au débouché, entre Europe et Amérique, des régions polaires où les Soviétiques ont entrepris un énorme effort à objectifs lointains.

En Allemagne de l'Ouest, d'intenses propagandes d'allure «neutraliste» et pacifiste ont été pour une grande part dans le rejet, par vote parlementaire, du service de dix-huit mois, jugé partout nécessaire à l'intérieur de l'alliance pour disposer constamment des deux tiers des effectifs instruits contre un tiers à l'instruction. Il avait été prévu pour les nouvelles forces allemandes 230 000 hommes (cadres et spécialistes) de carrière; il en faudra 300 000, qui apparaissent pour le moment assez difficile à recruter, du moins sous la forme fixée à l'origine, tandis qu'un système d'engagements à court terme permettra d'y parvenir.

L'Angleterre a envisagé de renoncer à la conscription qui n'y a jamais été populaire et de revenir entièrement à l'armée de métier, d'où une certaine hâte d'opérer des réductions dans ses forces, notamment d'infanterie, en anticipant sur les nouvelles formules de la guerre atomique. Ce pays a éprouvé également quelques difficultés pour le rappel des réservistes. En France, les «rappelés» ont manifesté une mauvaise humeur toujours suscitée en sous-main; on a beaucoup parlé des cas survenus, bien qu'il n'aient eu aucune commune mesure avec l'ampleur de la tâche de pacification accomplie en Afrique du Nord.

Néanmoins l'ensemble de ces faits indique qu'il ne faut pas minimiser les résultats possibles de procédés, soit de semi-subversion occulte, soit de campagnes menées ouvertement, tendant à amoindrir les énergies nationales. A une époque où il est beaucoup question de «guerre de partisans», on ne manquera pas de voir là des manifestations d'une activité cherchant à saper les dispositifs de défense.

Sur un plan plus élevé, une situation dangereuse et préjudiciable pour l'alliance a été créée par la collusion Moscou-Le Caire. La France a été amenée à utiliser peu à peu une dizaine de divisions «atlantiques». Une partie d'entre elles, il est vrai, sont en voie de reconstitution dans la métropole et sur le Rhin. L'Angleterre ayant employé également sa réserve stratégique stationnée dans son île, a dû la reformer par prélèvements en Allemagne de personnels, remplacés par des réservistes, et de matériels.

L'affaire de Suez a provoqué momentanément une crise plus grave. Comme on le sait, l'action anglo-française a été effectuée en dehors de l'alliance et à l'insu des organismes atlantiques. Il était apparu, en effet, que des intérêts vitaux des puissances européennes ne sont pas couverts par l'alliance et même en opposition avec les vues du principal des partenaires, menant son jeu propre à l'échelle du globe.

L'affaiblissement actuel du corps de bataille atlantique semble avoir été la cause qu'aucune grande manœuvre n'a été organisée en 1956. Cependant le programme a été poursuivi et une foule de manœuvres de détail ont été exécutées et particulièrement en ce qui concerne l'élément aérien; il suffit de quelques escadrilles et d'organismes disséminés au sol pour exercer la liaison, d'une extrême importance, des forces de terre et de l'air, ainsi que le fonctionnement des dispositifs de défense anti-aérienne. Ce sont là des manœuvres à caractère presque invisible, qui n'en ont pas moins permis de maintenir un entraînement sérieux.

Le Conseil de l'OTAN, dans sa session en cours d'année, s'est préoccupé des points en souffrance. L'Islande a été admonestée; une solution est d'ailleurs survenue dès lors. L'Allemagne de l'Ouest a été avisée de «l'inquiétude du Conseil», et de la France on attend le retour progressif de ses forces.

Dans sa session de fin d'année, le Conseil a procédé à sa «revue annuelle», qui consiste à comparer les résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés précédemment. D'une manière générale on se trouve en retrait de ceux-ci et particulièrement pour les grandes puissances européennes: France, 4 divisions, sur 14 du minimum; Allemagne, seules quelques unités-cadres; Angleterre, $4\frac{1}{2}$ divisions sur 14. Les petites puissances sont dans une moindre mesure en dessous du niveau; seules l'ont atteint ou dépassé l'Italie, La Grèce et la Turquie, qui toutefois mettent sur pied des unités moins coûteuses. Partout on a constaté le désir de réduire la durée du service militaire et le poids des dépenses. – Par contre les installations communes, notamment l'infrastructure, ont atteint les prévisions et dans l'aviation des progrès sérieux ont été enregistrés.

Toutefois dans les conditions actuelles, deux grands problèmes restent

en suspens: la refonte des forces en vue de la guerre atomique et l'application d'une politique extérieure commune plus clairement définie.

Le premier dépend de l'introduction généralisée des armes atomiques seules susceptibles d'amener une réduction des charges militaires par diminution des forces conventionnelles. Cependant de nombreux partenaires s'insurgent contre le fait de n'avoir alors plus que des forces réduites et non pas la disposition des armes de puissance, à moins de les produire elles-mêmes. Sur le plan militaire la question de la refonte des forces est à l'étude et ne semble maintenant plus très loin de sa solution. Les premiers éléments en apparaîtront probablement en 1957.

Le second problème a été confié à trois «Sages», dont la tâche ingrate consistera à tenter de mettre à l'unisson un organisme de défense intégré de quinze nations et quinze politiques étrangères qui sont beaucoup moins unifiées. A cet égard les événements de Hongrie peuvent renforcer les liens de l'alliance et surtout provoquer un recul des menées subversives.

Le hasard en grande partie a voulu qu'au moment du double tournant de la crise intérieure de l'OTAN et de la refonte de ses forces, les deux principaux commandements changent de titulaires: le commandant suprême des forces, le Général Gruenthal, et la commandant du Centre-Europe, le Maréchal Juin. En temps normal les mutations sont dans l'ordre normal des choses. Mais dans le cas présent elles prennent une importance accrue et marquent bien la fin d'une époque, celle de la mise en forme des forces, et le commencement de la phase nouvelle d'une réadaptation générale. Cela est moins marqué pour le second poste, dont le nouveau titulaire, le Général Valluy, a déjà revêtu des emplois élevés de l'alliance; toutefois l'introduction des nouvelles armes atomiques et l'utilisation de méthodes modifiées s'effectueront surtout sur le plan tactique au niveau de ce grand commandement.

Beaucoup plus significative apparaît la nomination au commandement supérieur du Général Norstad, qui est un jeune général (49 ans) d'aviation. Officiellement il semble qu'on ne veuille donner aucune importance particulière au choix d'un officier général d'aviation pour de ne pas éveiller les susceptibilités des forces de terre en les incitant à croire qu'elles seront subordonnées à tout jamais à celles de l'air, comme l'opposé fut somme toute le cas jusqu'à présent. Le même cas s'était produit aux grandes manœuvres américaines de l'hiver dernier (Sage Brush).

Jusqu'à plus ample informé, l'explication la plus plausible paraît être le fait de l'accroissement considérable du facteur aérien, d'où découle la nécessité d'obtenir pour l'ensemble des forces une connaissance plus approfondie des méthodes et des impératifs des forces aériennes. On parvient là,

en effet, au cœur du problème. L'adaptation des forces porte sur deux points principaux: premièrement l'augmentation précisément de la puissance et des moyens aéronautiques, qui se serait d'ailleurs produite dans une grande mesure sans l'introduction des armes nucléaires; secondement, le réaménagement des forces terrestres, qui elles-mêmes seront aéro-terrestres.



Les forces aériennes

L'augmentation de l'importance du facteur aérien est en même temps cause, en partie seulement il est vrai, et effet de la guerre atomique; cause, dans le sens que ce seront les engins aéronautiques et fuséonautiques qui véhiculeront les projectiles nucléaires; et effet, en raison de ce que les combattants pour échapper aux menaces constantes de ces projectiles sur les réseaux de communications et points de passage, multiplieront les moyens de transports aériens, logistiques et tactiques.

Mais les domaines aériens se différencient déjà infiniment. Une première classification départage les forces aériennes propres et celles qui appartiennent aux forces de terre. Dans les premières une autre classification délimite les aviations stratégique et tactique. Le concept stratégique a pris maintenant un sens démusérement grand, périphérique, intercontinental ou transpolaire selon les différentes appellations en vogue. Seules les très grandes puissances y ont accès en mettant en œuvre des bombardiers géants dont la caractéristique essentielle réside dans l'allongement considérable des rayons d'action et l'importance des charges atomiques qu'ils transportent. Ils peuvent se permettre, étant mis en action très loin à l'arrière, d'utiliser de longues pistes d'envol et de ne disposer que d'une vitesse ascensionnelle relativement faible. – Par contre, les bombardiers moyens ou les appareils d'action rapprochée, sur théâtres continentaux, dénommés également de «défense sur court recul», sacrifient l'amplitude de l'autonomie à une vitesse ascensionnelle très élevée, ainsi qu'à une courte distance de décollage.

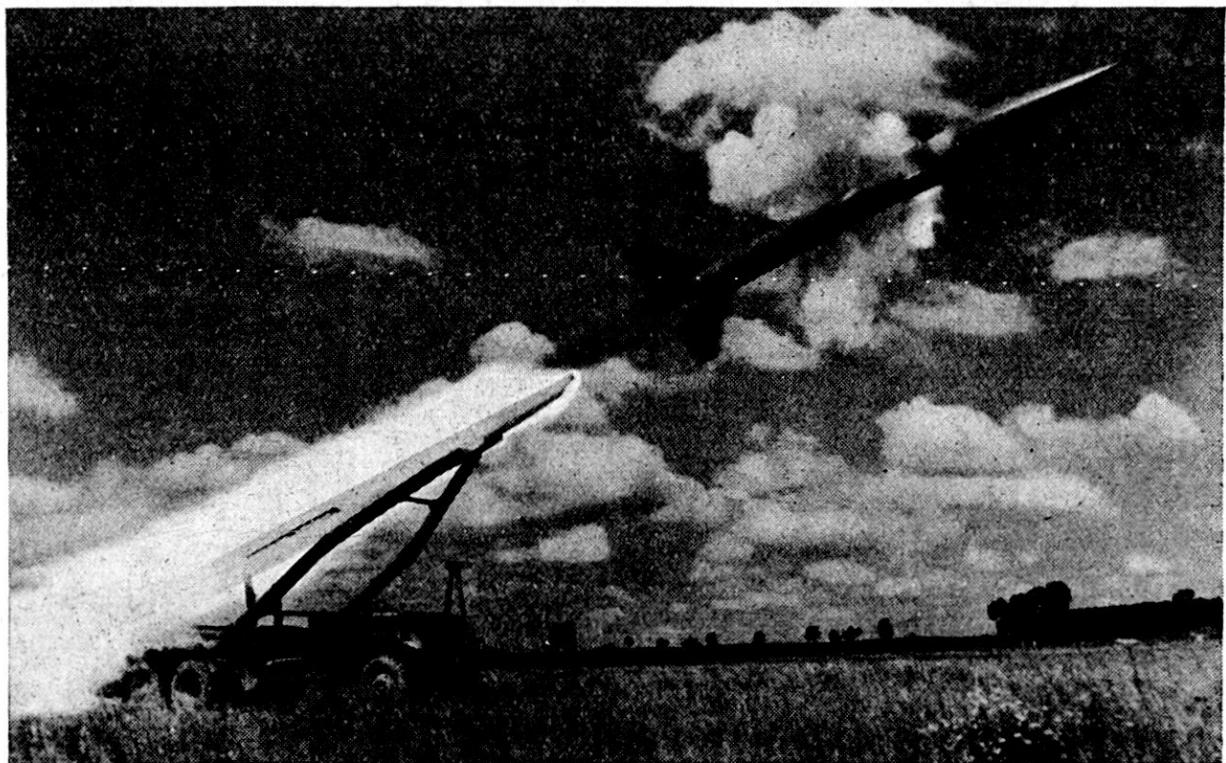
Dans l'état actuel de la technique, on ne peut se soustraire à une option entre ces deux catégories à caractéristiques opposées. La première est extra-européenne, surtout américaine, comprenant les puissantes escadres de bombardement à portée stratégique et disposant d'un très vaste recul. La seconde s'est développée en Angleterre et en France, où géographiquement le «recul» devient fort court. On donne volontiers en exemple dans cette classe, l'avion «Trident», à fusées et réacteurs, à décollage très court et sur piste sommaire; montée à 15 000 m en moins de dix minutes se terminant à

une vitesse supérieure à celle du son. Il s'agit d'un intercepteur de bombardiers lourds à charge atomique; son autonomie demeure cependant suffisante pour le théâtre européen. Il est classé dans l'aviation «légère». — Tous les autres appareils d'emploi tactique, de bombardements à moyennes et petites distances, d'appui au sol et d'interception, tendent vers cette qualification de légèreté, assurant des délais d'intervention excessivement réduits et un accommodement aisé à des théâtres sans profondeur.

L'introduction des fusées et engins téléguidés s'effectue également à tous les étages stratégiques. Ils y étoffent aussi bien les forces aériennes que celles de terre. Ils appartiennent aux unes et aux autres. Dans l'aviation se rangent les grands engins intercontinentaux, les avions sans pilote de grandes portées tactiques et la foule des engins ou roquettes air-air et sol-air, certains à charge nucléaire contre les engins thermonucléaires. Dans les armées terrestres, les engins téléguidés à caractéristiques aéronautiques ou de combinaisons aéronautiques et balistiques, se superposent à l'artillerie, conventionnelle ou atomique; ils en deviennent d'ailleurs l'artillerie atomique, de moyennes et grandes portées (de 30 à 100 km et davantage). — Ces engins ne sont mentionnés dans le cas présent que pour mettre en relief l'accroissement considérable du facteur aérien.

Celui-ci prend encore un immense développement dans les transports, soit logistiques, soit de troupes, c'est-à-dire divisions ou éléments aéro-transportés des forces de terre. Par contre, à l'air, du moins aux U. S. A., appartiennent les divisions aéroportées, disposant en général de leurs propres moyens aériens. Or c'est précisément du fait de ces grandes unités, qui finalement vont s'insérer dans le dispositif de manœuvre au sol, que les armées de l'air peuvent revendiquer une sorte de supériorité sur celles de terre. Il est certain que, lors de l'intervention d'une telle grande unité, ce seront les conditions de la bataille aérienne et les impératifs de l'engagement des forces de l'air qui primeront inévitablement. — En fait le départage des responsabilités des chefs de l'air et de la terre ne sera pas toujours aisé à opérer.

On possède dès maintenant certaines indications sur les projets américains de constitution de divisions aéroportées atomiques. Celles-ci, d'un effectif de près de 12 000 hommes, seraient subdivisées en cinq groupements tactiques (combat-teams), de valeur intermédiaire entre les bataillons et les régiments habituels. Elles disposeraient en propre d'une batterie atomique formée de quatre dispositifs de lancement des «roquettes d'artillerie» dits «Honest John». Leur portée est de 30 à 50 km; tandis que la fusée est transportée sur une remorque de camion, la rampe de lancement est adaptée au dessus du camion lui-même. Ce matériel serait ou parachutable ou du



Lancement d'une roquette d'artillerie « Honest John ». La rampe de lancement est mise à l'inclinaison voulue au moment du tir. En ordre de route elle est placée à l'horizontale sur le camion, tandis que l'engin est tracté sur une remorque. Sa mise en place est effectuée par un camion grue. Photo NATO – prise à Grafenwoehr, Allemagne.

moins aérotransportable. La batterie représenterait donc l'artillerie de la division, qui pourrait également être constituée par une batterie des nouvelles pièces d'artillerie atomique, dont l'existence a été dernièrement signalée en Amérique, d'un calibre de 203 mm, c'est-à-dire beaucoup plus légère et de moindre encombrement que la pièce de 280 mm.

Il existerait deux types de divisions aéroportées: l'une, celle qui vient d'être décrite, d'emploi essentiellement tactique, participant donc à la manœuvre du corps de bataille, ou de renforcement rapide en cas d'hostilités «mineures»; et l'autre, à possibilités très lointaines d'intervention, autonome en ce sens qu'elle pourrait reprendre l'air après accomplissement de sa mission de destruction dans les arrières profonds de l'ennemi. — Toutes deux seraient ainsi de puissants moyens, sorte de réserves générales dans la main des chefs des commandements supérieurs, et grâce auxquelles ceux-ci imprimerait leur volonté dans la bataille. Leur présence nécessiterait dans une plus grande mesure encore ce sens des possibilités aériennes qui devra se manifester dans les décisions du commandement.

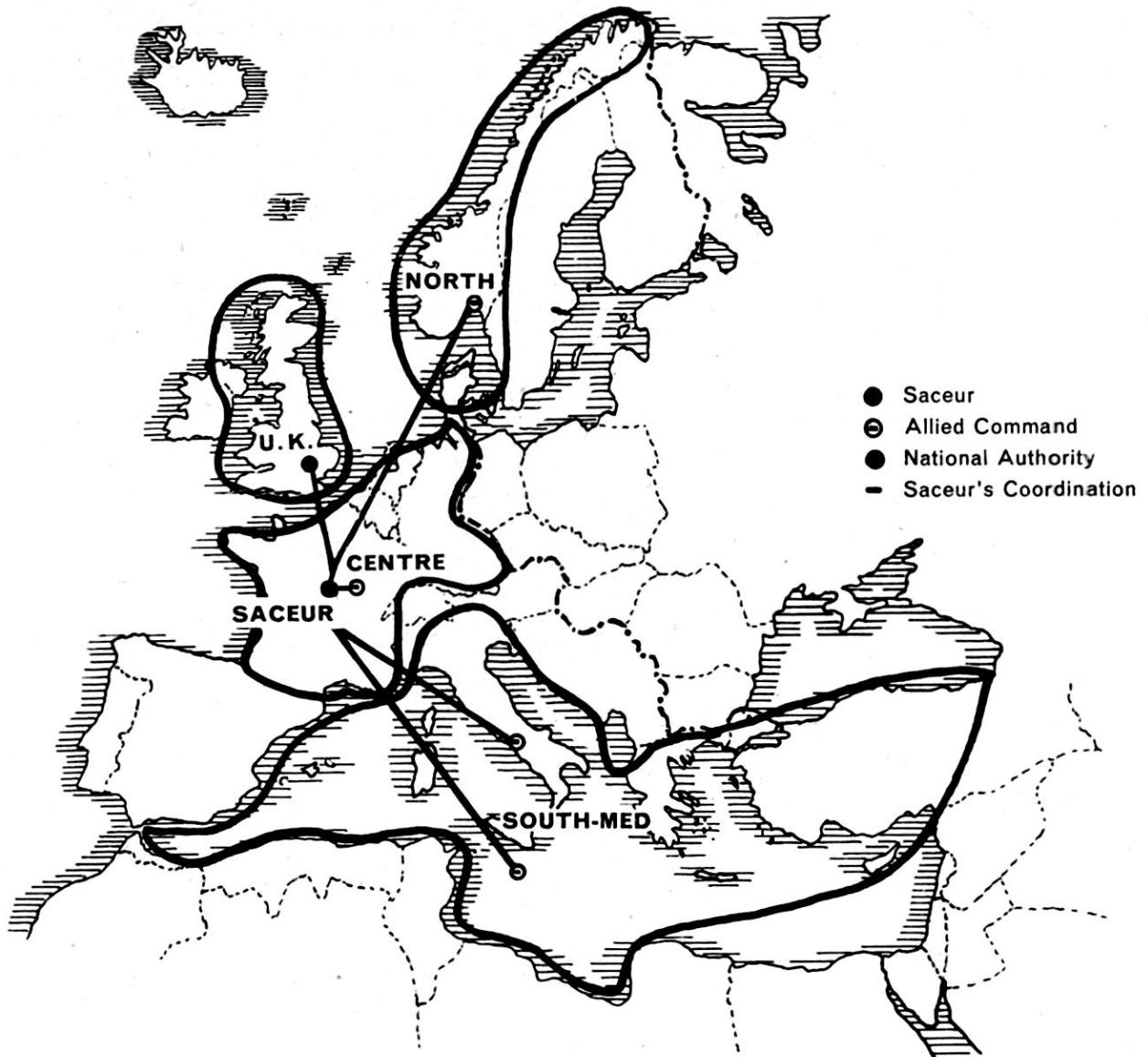
Enfin dans les divisions terrestres elles-mêmes le facteur aérien grandit davantage. Des pelotons aériens de plusieurs dizaines d'appareils, en général

d'observation, y seront créés. Et il y a encore lieu de signaler le développement des hélicoptères, aussi bien en vue des transports de matériels et de commandos sur la ligne de feu, que, de plus en plus, d'intervention dans le combat par fusées et roquettes; ou encore d'aide au combat, par exemple pour le franchissement de cours d'eau par hélicoptères-grues.

Avant d'en terminer avec les forces aériennes, il est d'un intérêt certain de signaler un article du Général Norstad, le nouveau commandant supérieur de l'alliance, intitulé: «Le bouclier aérien de l'Europe» et paru dans la «European Atlantic Review». Ancien commandant des forces de l'air du Centre-Europe, puis adjoint pour l'aviation du commandant supérieur, il a élaboré aussi bien le système défensif aérien de l'Europe que dirigé la préparation des forces qui soutiendraient la bataille dans le ciel du continent.

Cette étude expose la nécessité qui s'est imposée d'une nouvelle organisation de défense aérienne de l'Europe et dont la décision de principe avait été prise par le Conseil de l'OTAN en fin de 1955. Jusqu'alors la défense aérienne reposait sur les différents commandements nationaux, qui en conservaient la responsabilité dans leur aire de souveraineté. Il en résultait un morcellement des zones de défense et dans certaines régions une multiplication des commandements incompatibles avec la vitesse actuelle des avions à réaction. Les parades doivent intervenir maintenant dans des délais se mesurant en minutes. L'Europe occidentale, et non pas les zones territoriales d'implantation des forces terrestres, a donc été divisée en quatre grandes régions aériennes: les Iles britanniques, le Nord (Scandinavie); le Centre (France, Benelux et Allemagne) et le bassin méditerranéen (Italie, Grèce et Turquie notamment), qui se subdivise lui-même en deux: Sud, les pays en question; et la Méditerranée proprement dite. L'organisme de coordination de ces commandements a son siège au SHAPE, actionné par l'adjoint à l'air du commandant supérieur (voir carte).

Ce système paraît offrir l'avantage d'être extensible en cas de besoin à des régions qui seraient impliquées dans un conflit. Ainsi le commandement du Nord pourrait sans doute dans une telle éventualité englober la Suède, tout comme celui de la Méditerranée s'étendre aux côtes africaines, qui en raison de l'évolution actuelle des événements politiques, seraient difficilement soustraites aux entreprises des flottes aériennes. A noter également que les manœuvres aériennes de cet automne ont eu pour but de faire fonctionner pour la première fois ce nouveau dispositif général. Outre les forces aériennes stationnées en Europe, y ont participé les commandements régionaux de défense aérienne, les organismes nationaux, télécommunications et réseaux de détection par radar, ainsi que des élé-



Division des pays de l'OTAN de l'Europe Occidentale en quatre aires de commandement et de «contrôle» de défense aérienne. Photo NATO.

ments aériens américains venus directement de bases situées aux Etats-Unis, et dirigés vers les différentes régions en question.

Le Général Norstad a donné une vue d'ensemble du fonctionnement de cet organisme de coordination. A son sommet se situe la Centre d'opérations de défense aérienne, qui met en œuvre les forces et plus particulièrement les intercepteurs chargés de s'opposer aux bombardiers. A son niveau est matérialisée l'image de la bataille aérienne à l'usage du chef. Les quatre régions qui lui sont subordonnées diffèrent par le nombre des secteurs, ou subdivisions, les composant. Elles disposent des réseaux de radar. Les différents secteurs n'ont pas été indiqués dans le détail; ils sont fixés en fonction de la configuration géographique. C'est à leur niveau qu'est conduit le combat aérien. L'ensemble du système est aménagé de manière

à former un tout unique, mettant en étroite connexion les télécommunications et les réseaux de détection, et en commun les forces, au point que les avions de n'importe quelle nationalité peuvent atterrir pour se réarmer et se ravitailler sur les terrains d'autres pays et être engagés dans leur ciel. La bataille passera donc d'un centre d'opérations à un autre au gré des circonstances.

Le Général Norstad a encore insisté sur la nécessité d'établir un système de guet de la Norvège à la Turquie afin que l'adversaire ne puisse le franchir sans déceler sa présence. Par ailleurs les distances sont telles qu'il ne pourrait pas le contourner, car celles qu'il aurait à parcourir deviendraient tactiquement prohibitives. – Les travaux sont en cours pour réaliser cette vraie barrière aérienne de l'Europe, ainsi que les plans sont prévus pour mettre en action des engins téléguidés dans le cadre de la défense aérienne.

D'une manière générale il semble bien que la doctrine des forces aériennes se soit déjà affirmée. Elle se caractérise par la mise en œuvre de moyens à tous les étages et de toutes portées, tactiques et stratégiques. Leur emploi en guerre atomique ne paraît pas non plus poser des problèmes particuliers, ou une refonte de leurs organisations et méthodes. Bien au contraire, puisque ce seront elles qui deviendront l'instrument de cette guerre; seule l'implantation des bases nécessitera une plus grande dispersion sous forme de nombreux petits terrains ne comportant pas plus de deux ou trois dizaines d'appareils, et de surcroît, de catégories différentes, pour éviter qu'une unité de l'une d'elles soit complètement détruite. Enfin, les conditions et les impératifs du combat aérien sont de plus en plus à prendre en considération par les commandements des forces terrestres.

Les forces terrestres

Il ne semble pas, qu'à l'instar des forces aériennes, celles de terre aient pu mettre au point avec une même facilité leur nouvelle doctrine et passer d'ores et déjà à la refonte de leurs éléments constitutifs.

Le problème pour elles sera constant et omniprésent: au stationnement, en déplacement et durant l'action.

Toutefois on peut envisager une première distinction. Plusieurs auteurs n'ont pas manqué, en effet, de remarquer que les divisions, (ou unités diverses), blindées étaient celles parmi les forces terrestres, qui avaient à subir le moins de modifications, et même de modifications fondamentales, du fait de la guerre atomique. Ceci pour plusieurs raisons. Tout d'abord le blindage offre une des meilleures protections contre les effets atomiques; ainsi d'après les récentes expériences effectuées aux Etats-Unis, les effets ont certes été catastrophiques sur les matériels blindés exposés à proximité

immédiate du point «O», mais ils se sont très vite limités aux parties légères des engins à des distances relativement courtes de ce point.

De plus, les formations blindées se sont trouvées déjà adaptées organiquement aux procédés tactiques du combat atomique en ce sens qu'elles ont été conçues pour les grands espaces. Elles opèrent en général par «groupements tactiques» distincts les uns des autres, quatre, à base d'un régiment de chars, chaque groupement possédant son artillerie et ses armes spéciales comme s'il s'agissait de petites divisions, ou de brigades semi-autonomes. Les grandes difficultés qui demeureront pour les divisions blindées consisteront à se libérer de plus en plus des réseaux routiers, et surtout leurs trains, ainsi que d'opérer leur réunion de forces pour une attaque importante, ce dernier point ne pouvant être résolu qu'avec une extrême rapidité d'exécution.

Il est de fait que l'armée américaine, qui a recréé depuis la guerre de Corée plus d'une dizaine de divisions blindées, provenant en général de la Garde Nationale et passées en partie à l'armée active, paraît bien l'avoir fait selon les mêmes normes de quatre régiments blindés formant groupements tactiques, plus un cinquième élément plus léger de reconnaissance. La tendance actuelle est d'attribuer aux divisions une batterie, soit d'artillerie atomique, soit de lancement d'engins à charge atomique. — Il a également été question de la formation, tout nouvellement décidée, de «brigades atomiques», au sujet desquelles fort peu de précisions ont été données pour le moment. Mais il semble qu'il s'agirait de formations spéciales chargées de l'appui de feu nucléaire aux armées alliées n'en possédant pas en propre. Une telle «brigade» aurait été expérimentée en Italie; les conclusions aboutiraient à des réductions appréciables des forces conventionnelles.

Si des divisions blindées on passe aux divisions mécaniques ou motorisées, et aux divisions d'infanterie, le problème devient effectivement fort ardu. Il est encore acceptable pour les formations mécaniques dont les matériels leur permettent de se mouvoir rapidement entre les différentes phases des combats et de toujours pouvoir opérer les mouvements de dispersion et de resserrement caractéristiques de la guerre atomique. Idéalement il faudrait que tout fût blindé, mécanisé, aéroporté; mais pratiquement, sur le plan financier, il va de soi que la chose devient impossible, bien que les corps de bataille, occidental et soviétique (ce dernier dans une moindre mesure), tentent vers une telle formule. Cependant ces corps de bataille ne constitueront qu'une partie des forces. Ils devront être épaulés par des divisions motorisées ou d'infanterie, parfois à faible motorisation. Celles-ci seront tout au plus transportées jusqu'à leur base de départ. A moins de combattre statiquement, elles devront effectuer tous leurs mouve-

ments au combat et entre les combats, à pied. Elles seront donc terriblement lentes et malhabiles à se disperser et à se regrouper pour une action, qui deviendra elle-même trop lente.

De premières mesures peuvent être envisagées. Non seulement les déplacements de nuit, mais également les combats de nuit, avec immobilisation totale de jour, sont maintenant préconisés. Ils exigent certes un grand entraînement de la troupe, mais paraissent devenir inévitables pour les formations à marche lente. On peut aussi multiplier avec profit les formations motocyclistes et cyclistes, en les dotant de trains motorisés légers. Mais il faut toujours en venir à une refonte organique. Or celle-ci sera enfermée dans le dilemme suivant: ou bien créer des divisions très réduites, très allégées; ou bien fractionner celles existantes en éléments opérationnellement semi-autonomes, c'est-à-dire les «groupements tactiques», plus faciles à écarter et à resserrer. En d'autres termes on peut dire que la division se fractionne en petites divisions pouvant combattre et vivre isolément, du moins durant un certain temps.

C'est donc vers ce concept du «groupement tactique», ou du sous-groupement (lorsqu'il est effectué au niveau des bataillons d'infanterie ou de chars), ou de la brigade, que se porte la tendance actuelle. Ce concept sera réalisé avec d'autant plus d'efficacité que les unités seront motorisées, mécanisées et blindées. A défaut de remplir ces conditions, elles seront forcément réduites à des rôles statiques, dont certains d'ailleurs, telle que la défense de zones d'appui de manœuvre ou de môles de résistance, seront loin d'être inutiles.

★

Mais la question la plus controversée, issue du vaste problème de la guerre atomique, est certainement celle des effectifs et plus exactement leur réduction. Cette question ne représente somme toute, sous une autre forme, que celle de la refonte organique.

Le fait le plus discuté est la lourdeur des divisions américaines, dont les effectifs de plus de 18 000 hommes semblent pléthoriques. On a pu incriminer les habitudes américaines de confort et de richesse en dotations de matériels. Par contre, il ne faut pas s'achopper au fait que les grandes unités américaines ne comptent guère plus d'un millier de fusiliers, mais plus de deux mille véhicules, car beaucoup de ceux-ci sont des armes auto-propulsées d'une grande capacité de feu et de déplacement, bien supérieure à celle des simples fusiliers.

Quoi qu'il en soit, le problème est en pleine évolution. Dès maintenant on sait que les Américains ont mis au point des types de divisions atomiques, dites «pentomiques». Les premières transformations interviendront dans les

mois à venir. Les principes de bases, ainsi que les principaux points de l'organisation ne manqueront pas d'être connus. Mais pour le moment ne sont abordées que les généralités.

On peut dire qu'en guerre atomique il n'y aura que deux choses qui ne changeront pas: ou bas de l'échelle, la cellule de base, le groupe de combat évoluant autour d'une arme automatique, l'équipage d'un engin blindé, les servants d'une pièce d'artillerie ou d'une rampe de lancement, les quelques opérateurs d'un poste de radar ou de télécommunications, l'équipe spécialisée du génie, le poste de secours médical; et au sommet, le cadre national. On ne peut songer à dissocier les membres d'une équipe, ni à les écarter les uns des autres. On ne peut agrandir une aire géographique, ni même, ce qui est encore beaucoup plus astreignant, utiliser celle-ci en entier, au risque de gêner, si ce n'est paralyser la vie d'un pays. Ce dernier problème s'est même posé en Amérique, où on s'est très vite aperçu que les rayons d'action actuels de l'aviation impliquaient des servitudes telles, notamment pour les communications, que des limitations de la dispersion sur le plan national ne manquaient pas de s'imposer.

Ceci est surtout sensible pour les forces de terre et celles de l'air, que l'on ne pourra donc pas distendre à l'infini, mais beaucoup moins marqué, abstraction faite des installations portuaires, pour les forces de mer, capables d'évoluer sur tous les océans du globe. C'est sans doute ce qui a fait dire à l'amiral américain Radford que les marines suppléeront à l'aviation, par celle qu'elles transportent, et aux armées de terre grâce à leur puissance de feu. — Soit dit en passant, sans vouloir revenir sur le chapitre de l'ambiance «neutralisante» et pacifiste qui a sévi sur le continent, que cette thèse futuriste de l'amiral américain a beaucoup servi à certaines campagnes contre les armements.

Néanmoins les idées du chef interarmes américain ne font qu'ouvrir une perspective sur la stratégie de l'avenir s'appuyant sur «les bases mobiles flottantes» constituées par des porte-avions géants, qui disposeront d'une puissance de feu prodigieuse et appuyeront à terre quelques formations peu nombreuses, mais non moins pourvues de feu nucléaire.

Bref, après cette digression, qui a permis cependant de déterminer pour ainsi dire le cadre arrière d'un futur conflit et ses limites somme toute assez rapprochées, il reste à examiner comment pourront être réparties les forces terrestres dans l'état de leur dispersion maximum. On a donc les deux extrêmes: les cellules de base, inextensibles, et le cadre général, en partie inemployable. On admet couramment que le rayon d'action d'une division blindée est de l'ordre de 150 km, correspondant à la capacité des réservoirs des véhicules; les autres divisions s'efforceront de tenir le même

rythme avec un certain décalage dans le temps et selon les possibilités de leurs transports ou trains motorisés. Cette distance de 150 km doit facilement être doublée pour inclure les multiples formations et organismes des grandes unités, réserves et commandements supérieurs; et triplée, pour le moins, quant à l'implantation des forces aériennes, même sur «court recul». Or une profondeur de quelques 500 km en Europe Occidentale absorbe déjà une grande partie de l'espace disponible et utilisable.

Sous cet angle le problème de la réduction des effectifs apparaît beaucoup plus comme celui de leur translation.

A chaque augmentation de la puissance des armes, a correspondu un agrandissement de la distance séparant les belligérants et une diminution du nombre d'hommes à l'extrême-avant par rapport à ceux échelonnés vers les arrières. Cette évolution vient d'accomplir un pas de géant. Les effectifs seront ainsi infiniment égrenés sur plusieurs centaines de kilomètres et dans une infinité d'unités et d'organismes variés. Ainsi il est douteux que dans l'ensemble ils soient beaucoup diminués.

Mais tous concourront au service, à l'appui, par le feu à différentes distances, lointaines, moyennes et proches; par le mouvement, sur les flancs notamment; et éventuellement au recueil dans les zones dénommées d'appui – des unités de l'avant, elles très diminuées, mais non moins fortement «industrialisées», si l'on peut dire; enfin, ces dernières, possédant leur feu propre et leurs armes spécialisées, seront fractionnées, ou «décentralisées», dans la mesure nécessaire à la mise en action immédiate de leurs moyens.

★

Il serait certes bien difficile d'indiquer jusqu'où se poursuivra l'évolution en cours, ni de donner des précisions sur les formes définitives qu'elle prendra. Cependant, dans l'état actuel, apparaît déjà, tel un fil conducteur dans le maquis des difficultés, une vue d'ensemble, dont les principaux points semblent pouvoir être résumés de la manière suivante:

- l'augmentation considérable de l'importance du facteur aérien, sous plusieurs formes; soit: l'aviation proprement dite de multiples catégories et à interventions de plus en plus nombreuses dans la bataille en surface; les transports, parachutages et héliportages; les engins guidés, de toutes portées, corollaire de l'aviation et de l'artillerie;
- l'influence grandissante des méthodes aériennes sur la conduite des opérations au sol;
- le fractionnement très poussé des forces terrestres en formations semi-autonomes capables de mener le combat quels que soient les mouvements en profondeur et latéraux à accomplir;

- la présence de plus en plus nécessaire de divisions, ou brigades, blindées et mécanisées formant le noyau des unités supérieures et le pivot mobile de la manœuvre terrestre, dont le prolongement sera apporté par les éléments aéroportés;
- la différenciation, s'accentuant davantage, entre forces: excessivement rapides, moyennement mobiles ou statiques; et, leur échelonnement sur de très grandes distances.

Der Schlieffenplan

Von Major W. Mark

Die große Denkschrift, die man gemeinhin als «Schlieffenplan» bezeichnet, hat ihr Verfasser als Chef des deutschen Generalstabes im Dezember 1905 und Januar 1906 als eine Art militärisches Testament für seinen Nachfolger, Moltke den Jüngeren, verfaßt und diesem im Februar 1906 übergeben lassen.

Dieser Plan besteht darin, den drohenden Zweifrontenkrieg zwischen Frankreich und Rußland so zu führen, daß sich das deutsche Heer zuerst mit aller Kraft auf den gefährlicheren Gegner, die Franzosen, zu werfen hatte, um nach deren Niederringung sich gegen die Russen zu wenden, die inzwischen lediglich durch schwache Kräfte zu verzögern waren. Weil ein rascher und vollständiger Sieg gegen Frankreich nicht gegen dessen stark befestigte Front Belfort-Verdun erreichbar erschien, sollte diese Festungsfront durch eine große Umgehung durch Belgien zu Fall gebracht und das Heer vernichtet werden.

Der Schlieffenplan gilt als ein Glanzstück deutscher Generalstabsarbeit. Er galt einer ganzen Generation von Jüngern und Verehrern als geniale Tat, ja als eine Art von unfehlbarem Siegesrezept, das leider in die Hand eines unzulänglichen Nachfolgers, eines bloßen Epigonen geraten sei und von ihm «verwässert» wurde, so daß es 1914 nicht zum vollen Erfolg führen konnte. Die Marneschlacht besiegelte den Mißerfolg des gigantischen Unternehmens.

Dieser große militärische Plan wird vom deutschen Historiker Prof. Dr. Gerhard Ritter in einer ausführlichen Arbeit¹ gründlich behandelt. Ritters Anliegen ist die «Kritik eines Mythos». Die Denkschrift von 1905 wird erstmals im vollen Wortlaut veröffentlicht, nachdem sie 1945 in die

¹ Der Schlieffenplan. Kritik eines Mythos. Von Gerhard Ritter. Verlag R. Oldenbourg, München. 207 Seiten, 6 Kartenskizzen.